

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

# ACTE D'ENGAGEMENT

**POUVOIR ADJUDICATEUR** : Collège Gaston Crochet

**OBJET DE L'OPERATION** :

**FOURNITURE MONTAGE ET INSTALLATION DE MOBILIER AU NOUVEAU COLLEGE**

**DESIGNATION DU LOT**

Le présent acte d’engagement se rapporte au lot :

|  |  |
| --- | --- |
| **NUMERO DU LOT** | **DESIGNATION** |
|  |  |

1. **Identification de l’acheteur.**

COLLEGE GASTON CROCHET

SIRET : 199 740 374 00012

 APE : 8531Z

Téléphone : 0262 51 30 75

Mail : gestion.9740037x@ac-reunion.fr

Signataire du marché : Aimé Ablancourt, Principal

1. **Objet du marché.**

L’acquisition, le montage et l’installation de mobilier au nouveau collège.

1. **Identification du candidat.**
	* Identification du candidat.

Société Siège Social

N°SIRET

Code APE

N° Registre du commerce Adresse

Tél. : Mail

* + Identification du signataire

Nom : Prénom qualité :

* agissant pour mon propre compte.
* agissant pour le compte de la société
	+ Procédure de redressement judiciaire.

 Non  Oui

(Dans l’affirmative, produire la copie du jugement correspondant)

1. **Déclarations/Attestations sur l’honneur.**

**Le candidat déclare sur l’honneur** :

1. ne pas avoir fait l’objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du **code pénal** : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième

alinéa de l'article 421-5, l’article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1, ou ne pas avoir fait l’objet d’une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l’Union Européenne ;

1. ne pas avoir fait l’objet, depuis moins de cinq ans d’une condamnation définitive pour l’infraction prévue par l'article 1741 du **code général des impôts** ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l’Union Européenne ;
2. ne pas avoir fait l’objet, depuis moins de cinq ans, d’une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L8221- 1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du **code du travail** ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l’Union Européenne ;
3. ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l’objet d’une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
4. ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l’objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
5. ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d’une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
6. avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s’être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l’organisme chargé du recouvrement ;
7. dans le cas où j’emploie des salariés, de la réalisation du travail par des salariés régulièrement employés au regard des articles L1221-10, L3243-2 et R3243-1 du code du travail. (article D8222-5-3°)
8. être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L5212-1, L5212-2, L5212-5 et L5212-9 du **code du travail** concernant l’emploi des travailleurs handicapés.

**Signature du candidat ou de la personne habilitée à engager la personne morale candidate :**

A , le

Signature